

# La France finance une « bombe à retardement climatique » au Mozambique

15 juin 2020



---

« *La réalité de la diplomatie française au Mozambique est bien loin des beaux discours sur le développement et la lutte contre le dérèglement en Afrique tenus par le président Macron sur la scène internationale* » : dans un rapport étoffé, dévoilé ce 15 juin, l'organisation Les Amis de la Terre dénonce le soutien du gouvernement français à plusieurs mégaprojets gaziers au Mozambique. Alors qu'Emmanuel Macron avait souligné, en janvier 2020, l'importance d'aider les pays en voie de développement à « *sortir* » des hydrocarbures, l'ONG révèle que la France est fortement impliquée, depuis 2013, dans des projets aux conséquences humaines et climatiques dramatiques.

► Lien du rapport *De l'eldorado gazier au chaos. Quand la France pousse le Mozambique dans le piège du gaz*

L'histoire remonte à 2010, date à partir de laquelle d'immenses réserves de gaz ont été découvertes dans les eaux territoriales du Mozambique, dans la province du Cabo Delgado. Trois ans plus tard, une entreprise publique de pêche mozambicaine achetait trente bateaux à l'entreprise française Constructions mécaniques de Normandie (CMN), spécialisée dans les bâtiments militaires. Officiellement, ces bateaux devaient permettre de monter une flotte de pêche au thon. L'affaire fut saluée par le gouvernement français, désireux de sauver CMN alors en grande difficulté. Ce contrat était en réalité directement lié aux velléités d'exploitation d'hydrocarbures des gouvernements français et mozambicain, selon l'ONG.

Une enquête lancée en 2016 par le Fonds monétaire international (FMI) a en effet montré que cet achat de bateaux de pêche avait permis au gouvernement mozambicain de détourner de l'argent dans le but de financer un programme militaire. L'objectif de ce programme était de proposer des services de surveillance maritime aux compagnies pétrolières et gazières actives dans le canal du Mozambique. Ce scandale de corruption a contribué à plonger le pays dans une crise économique sans précédent, faisant bondir le taux d'endettement de 55 % du PIB en 2014 à 140 % en 2016. La France aurait délibérément fermé les yeux sur ce contrat douteux, selon les Amis de la Terre, en raison des intérêts des industriels français de l'énergie et de la logistique, comme Total, dans la région.

Le rapport révèle également que le gouvernement a activement soutenu les entreprises impliquées dans l'industrie gazière au Mozambique. L'État s'est en effet porté garant auprès de certaines banques françaises (BNP Paribas, Société générale, Crédit agricole, Natixis) afin qu'elles acceptent d'accorder des prêts aux opérateurs gaziers actifs dans la région. Ce soutien a pris la forme d'une garantie à l'exportation de 528,21 millions d'euros accordée au projet Coral South FLNG en 2017, approuvée par Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie. En raison de l'implication de Total et de banques françaises dans deux autres projets gaziers au Mozambique, l'ONG estime que d'autres garanties à l'exportation pourraient être accordées par la France prochainement.

## Une véritable « bombe à retardement » climatique

L'affaire ne s'arrête pas là, puisque l'enquête des Amis de la terre suggère que l'industrie gazière a contribué à la militarisation de la région, en proie à un conflit meurtrier depuis octobre 2017. Selon le rapport, Total et ExxonMobil auraient en effet demandé au gouvernement mozambicain de déployer 300 soldats autour leurs installations, alors que l'armée peinait à protéger efficacement la population civile contre les attaques de groupes insurrectionnels.

Le rapport souligne que le soutien au développement de l'industrie gazière au Mozambique est susceptible d'avoir des conséquences dramatiques sur le climat : les trois projets gaziers actuellement en cours de développement pourraient émettre, selon les calculs de l'ONG, autant que sept années d'émissions de gaz à effet de serre française. Une véritable « *bombe à retardement* », selon l'ONG, alors que le Mozambique est l'un des pays les plus vulnérables aux conséquences du dérèglement climatique. Il a ainsi subi **un cyclone ravageur en mars 2019, qui a causé un millier de morts**. Outre leurs conséquences climatiques, ces projets gaziers risquent également de dégrader la biodiversité mozambicaine, en particulier marine. Les mammifères marins sont en effet particulièrement sensibles à la pollution sonore générée par les forages *offshore*. Les conséquences humaines sont tout aussi importantes, puisque 556 familles auraient été déplacées et privées de leurs moyens de subsistance à cause des projets gaziers.

Au vu des conséquences environnementales et humaines de l'industrie gazière au Mozambique, l'ONG appelle le gouvernement français à mettre fin au soutien financier accordé à l'industrie gazière. Elle appelle également les banques privées à se retirer des projets d'exploration, d'exploitation et d'exportation des réserves gazières. « *La ruée vers le gaz, aggravant la crise climatique et ne profitant qu'aux multinationales et élites corrompues, doit cesser* », conclut Anabela Lemos, directrice des Amis de la Terre Mozambique.

- **Source** : Les Amis de la Terre
- **Photo** : [Geograph](#) (Rossographer/CC BY-SA 2.0)

**Lire aussi :** « Scènes apocalyptiques » au Mozambique après le passage du cyclone Idai

- Emplacement : Accueil > Brèves >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/La-France-finance-une-bombe-a-retardement-climatique-au-Mozambique>